

N°769

05 Oct. 2017
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

La chienlit, c'est qui ?

Alors que jusqu'ici, il était courant de brandir « l'exception allemande » au sein d'une Europe où les partis d'extrême-droite gagnent en influence, le scrutin de la semaine dernière est marqué par l'entrée au Bundestag de l'AFD. Plus que de la xénophobie, la colère d'une partie des électeurs allemands a trouvé son terreau dans la politique d'injustice sociale, de précarité et de misère que les sociaux-démocrates ont mis en place des 2002 lorsqu'ils étaient au pouvoir. Angela Merkel a poursuivi et amplifié cette politique d'austérité pour les plus faibles avec le zèle qu'on lui connaît. Résultat ? Les fascistes s'installent au parlement pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale.

De l'autre côté des Pyrénées, on croit faire un mauvais rêve, un retour à la période noire du franquisme. Les tenants de la politique du pire ont franchi un cap depuis le week-end dernier en faisant un usage particulièrement brutal de la force publique. Les images de répression policière dans la région de Barcelone par la Guardia Civil ne peuvent que choquer tous ceux qui continuent de considérer les perspectives de sortie de crise sous l'angle avant tout politique. Se saisir de ces 2 exemples et de ce qu'ils portent en termes de potentialités de conflit permet de comprendre l'enjeu de la période concernant aussi le mouvement social en France. Se poser partout la question des libertés publiques, à commencer par celles de revendiquer et de manifester, doit être notre première exigence surtout lorsque ces événements mettent aussi en lumière le résultat de politiques économiques hermétiques à toute proposition alternative. Toutes et tous dans l'action dès le 10 octobre !



FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Branche Poste

Osons le reconnaître et agir

A l'instar des autres banques, le résultat semestriel de la Banque Postale progresse malgré un PNB en repli. La CGT n'a pourtant cessé de démontrer l'impact des réorganisations sur le développement commercial et humain de la Banque. Les élections professionnelles d'avril dernier nous éclairent : les directions qui se restructurent souvent nourrissent les foyers de mal être au travail. La fréquence des réorganisations multiplie le malaise professionnel alors que ces directions sont principalement responsables du développement du PNB. Nos Dirigeants le savent bien : la performance est intimement liée aux conditions de travail. Avec la CGT, osons dire STOP aux réorganisations en étant toutes et tous dans l'action dès le 10 octobre prochain.

Servir le développement ???

La Poste propose un projet de mutualisation des 12 filières fonctions supports qui est présenté comme un outil indispensable pour consolider sa performance et offrir un avenir à chaque postier à l'horizon 2020.

Ce projet est présenté comme une réponse au « grand dialogue » mené en 2012 qui a mis en évidence que La Poste a été trop loin dans la « métérisation », ce que La CGT a toujours dénoncé.

Il s'articule selon les filières à un regroupement des fonctions, soit en directions nationales, soit en une gestion territoriale assurée par les DAST. La CGT favorable à un retour, même timide, à une unicité du groupe La Poste, ne se résoudra pourtant pas aux suppressions de postes que ce projet ne manquera pas d'entraîner à terme.

Branche Télécoms

Exigeons des recrutements !

Depuis la privatisation, les effectifs d'Orange ont été divisés par deux, et un quart ont été détruits dans les 5 dernières années.

L'entreprise s'appuie sur la pyramide des âges pour gérer la diminution de la force au travail, en fonction de l'appétit insatiable des actionnaires.

C'est le grand écart entre le discours d'un employeur qui s'autoproclame « *digital, humain et responsable* » et un bilan catastrophique en termes d'emploi, de mixité et d'égalité effective entre femmes et hommes.

Le 3 octobre, la CGT et les autres syndicats ont été reçus par la direction pour faire le point sur la situation de l'emploi à Orange. A cette occasion la CGT a obtenu l'embauche de 500 salariés supplémentaires.

Non à la logique financière

Le gouvernement, à travers les médias, a fait connaître son souhait de désengagement d'un certain nombre d'entreprises françaises dont Orange, pour assouvir l'appétit sans fin des financiers.

La CGT condamne cette volonté qui se fera à l'encontre des intérêts du pays, des usagers et des salariés.

Quel avenir pour le plan THD, les financiers ne visent que leurs intérêts à court termes, comme chez SFR par exemple ?

La CGT réitère sa proposition d'une appropriation publique du secteur, pour garantir le droit à la communication pour tous.

Plutôt que de casser un peu plus le secteur, la CGT demande la ré-internalisation des emplois et des activités, une accentuation de l'investissement et des droits et garanties de haut niveau pour les salariés.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications **CGT**

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Urgence éternelle...

Le projet de loi « antiterrorisme », présenté le 22 juin au Conseil des ministres, inscrit dans le droit commun des mesures telles que des « périmètres de protection » avec fouilles corporelles et de véhicules, le fichage généralisé de tous les voyageurs, la fermeture de lieux de cultes, des mesures « privatives » de libertés (assignation sur une commune, bracelet électronique, etc...).

Pour la CGT, l'état d'urgence, dont les mesures attentent aux libertés individuelles et collectives, a démontré son inefficacité pour contrer le terrorisme et a été largement détourné pour établir un contrôle social exorbitant sur les citoyens, manifestants et militants.

L'État de droit et nos équilibres démocratiques sont ainsi gravement remis en cause et la liberté de manifester menacée.

Cheminots à la diète

Alors qu'elle vient de dépenser 300 millions d'€ en marketing pour changer la marque TGV en « InOUI », que l'entreprise est redevenue bénéficiaire et que les cheminots battent des records de productivité, la SNCF vient d'annoncer aux syndicats qu'elle n'augmentera pas collectivement les salaires de ses 149 000 salariés en 2017. Une troisième année d'« austérité » dénoncée par les syndicats qui demandent un « rattrapage ». Grâce au travail et à la pugnacité de la CGT, le groupe ferroviaire a annoncé une enveloppe de 11 millions d'€ annuels pour revaloriser au 1^{er} janvier 2018 les 46 000 plus bas salaires. Mais pour 15 000 salariés, il s'agit juste de remettre à niveau les grilles de salaires passées sous le salaire minimum du fait des trois ans de gel.

Les salariés hostiles à l'augmentation de la CSG

Pas une bonne nouvelle pour le Président Macron : les salariés sont majoritairement (56%) hostiles à son projet de réduire les cotisations salariales contre une augmentation de la CSG, selon un sondage BVA publié le 23 juin. Le vote des Français lors de la présidentielle ne vaut pas adhésion à son programme. A propos du CDI de projet, le Premier ministre Edouard Philippe a estimé que l'extension d'un contrat « de chantier » déjà présent dans le BTP, était « une bonne discussion à avoir » avec les partenaires sociaux.

L'idée n'est pas nouvelle. Lors des réformes du travail de 2013 et 2015, le Medef avait systématiquement porté cette idée, dont on voit bien les dangers pour les ICT qui pourraient être embauchés et remerciés au gré des projets.

No pasaran !

La CGT s'inquiète de la situation actuelle en Espagne. Elle affirme, plus fort que jamais, le besoin de dialogue et de respect démocratique de toutes les personnes et institutions partout dans le monde, et s'inquiète d'un renforcement des politiques autoritaires.

Nous exigeons l'arrêt immédiat des détentions et actions policières au sein des institutions catalanes.

Les premières victimes des conflits sont toujours les travailleurs-euses. Les conflits politiques réclament des solutions politiques.

Nous exhortons le gouvernement de Mariano Rajoy Brey à respecter les règles démocratiques et à sortir de la situation de conflits par une solution politique et pacifique.

La CGT apporte tout son soutien au CCOO et fait sienne sa déclaration du 20 septembre.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Travailleurs précaires

À Paris, fin septembre 2017, le patronat mondial de l'Intérim organisait sa Conférence Mondiale de l'Emploi.

Alors qu'en France, les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants (54,3 milliards de dollars en 2016), tous les salariés en contrat temporaire, rejoints par les 'Uber » font face à un problème majeur : des conditions d'emploi dégradées et une situation de précarité absolue.

Pour lutter contre cette précarité grandissante, la CGT propose « le Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS) et la Sécurité Sociale Professionnelle », un projet porteur de mesures de progrès social concrètes et accessibles, à l'opposé de la loi travail XXL.

Ça se dégrade

Le rapport annuel 2016 sur l'Etat de la fonction publique souligne l'importance des surcroits d'activité : intensification du travail, augmentation des contraintes de rythme, objectifs irréalistes ou flous, exigence de polyvalence non maîtrisée, instructions contradictoires. Les réformes successives et à marche forcée, poursuivant uniquement une logique de coûts et donc d'effectifs, ont eu pour conséquence directe l'explosion de la charge et du temps de travail des Ingénieurs Cadres et Techniciens. Dans certaines administrations, l'embauche temporaire de CDD courts pour résoudre des questions qui relèvent directement de la mission de service public, masque la réalité de la surcharge de travail sur fond de précarisation de la fonction publique.

Du jamais vu depuis 10 ans

Les fédérations CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FA (Autonomes), FO, FSU, Unsa et Solidaires appellent les quelque 5,4 millions de fonctionnaires à une journée de grève et de manifestations le 10 octobre.

C'est une unité d'une ampleur inédite depuis dix ans !

Dans un communiqué commun, les fédérations syndicales dénoncent les mesures négatives du gouvernement qui s'accumulent et qu'elles jugent inacceptables. Nouveau gel du point d'indice, réinstauration du jour de carence, suppression de 120 000 postes d'ici 2022 sont encore annoncés !

Les syndicats mettent à nouveau en garde le gouvernement contre des réformes « synonymes de reculs voire de démantèlement ».

Ils insistent sur la nécessité d'un vrai débat sur les besoins et missions de service public. Une forte mobilisation le 10 octobre pourrait enfin ouvrir ce débat !

Une norme pour en finir !

L'Organisation Internationale du Travail a inscrit la question des violences sexistes et sexuelles au travail, à l'ordre du jour de la session de la conférence internationale du travail de juin 2018.

Pour la préparer, les États membres doivent exprimer leur avis sur la portée et le contenu du texte.

La CGT, la CFDT, la CFTC et FO ont écrit unitairement au gouvernement afin qu'il se déclare pour une norme contraignante, couvrant l'ensemble des violences sexistes et sexuelles, et imposant aux États et aux employeurs de prendre des mesures de prévention, de protection des victimes et de sanction des agresseurs.

Le gouvernement français se doit de proposer l'adoption d'une norme de haut niveau permettant de protéger l'ensemble des travailleuses du monde contre les violences au travail.